



**CODE GENERAL DES IMPOTS 2022**

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

**GENERAL TAX CODE 2022 OF THE REPUBLIC OF GUINEA**

**RÉFORMES MAJEURES**  
**MAJOR REFORMS**



Strictly private and confidential

*Dans une perspective de bonne gouvernance et de bonne gestion des ressources fiscales, la République de Guinée s'est dotée d'un cadre juridique et fiscal plus clair et plus transparent, en adoptant un nouveau Code Général des impôts.*

*Applicable au 1er janvier 2022, celui-ci se présente comme une révision complète de la fiscalité intérieure. La structure du nouveau Code offre une lecture simplifiée qui tend à en faciliter la compréhension afin de limiter toute difficulté quant à son interprétation. Des clarifications ont par ailleurs été apportées, tant sur les notions employées que sur les obligations pouvant être mises à la charge du contribuable ou de l'administration fiscale.*

*Voici une présentation synthétique des principaux changements apportés par le nouveau Code Général des Impôts.*

### **I. Retenues sur les traitements et salaires (RTS)**

Le nouveau code a modifié le barème de la RTS par le rajout d'un nouveau taux de 8% pour la tranche de revenus compris entre 3 000 001 GNF et 5 000 000 GNF, d'une part et l'application d'un taux de 15% à la tranche de revenus compris entre 10 000 001 GNF et 20 000 000 GNF, d'autre part.

La déduction forfaitaire de 10% sur la base taxable à la RTS (au titre de frais professionnel) a de plus été supprimée. L'exonération des indemnités forfaitaires de logement, transport, de panier et repas ainsi que des primes de cherté de vie et de craie antérieurement consacrée été plafonnée à 25% du montant du salaire brut de l'employé.

### **II. Versement Forfaitaire sur les Salaires (VF)**

Sont désormais exonérés du versement forfaitaire sur les salaires les rémunérations versées aux personnes handicapées physiques.

### **III. Taxe d'Apprentissage (TA)**

Le champ d'application de la TA a été élargi, celle-ci s'appliquant maintenant aux entreprises employant moins de 30 employés, contre un seuil de 10 employés auparavant.

Le champ des exonérations a en outre été élargi à toute rémunération versée aux personnes handicapées physiques, de même que les indemnités versées aux stagiaires dont le stage n'excède pas douze (12) mois et dans la limite de 1 200 000 GNF.

Le taux de la TA a en revanche été réduit de 3% à 2%. La taxe ne peut être mise en recouvrement que si son montant annuel est supérieur à 30 000 GNF (soit 2 500 GNF par mois).

La date de déclaration de la TA a également été modifiée : bien qu'en pratique la TA était déclarée avant le 15 de

*As part of good governance and good management of tax resources, the Republic of Guinea has adopted a new and transparent legal and fiscal structure with a new General Tax Code.*

*The new Code, effective on January 1, 2022, is a comprehensive revision of domestic taxation. It is more concise so as to facilitate its interpretation. Clarifications have been made, both on the concepts used and on the obligations that taxpayers and tax authorities may be required to fulfil.*

*Here is a summary of the main changes provided by the new General Tax Code.*

### **I. Withholding Tax on Salaries**

The new code has amended the scale by adding a new rate of 8% for the income range between 3,000,001 GNF and 5,000,000 GNF, on the one hand, and the application of a 15% rate to the income range between 10,000,001 GNF and 20,000,000 GNF, on the other hand.

The flat-rate deduction of 10% from the base of the Withholding Tax on Salaries (as business expenses) has also been abolished. The exemption of housing allowances lump-sum, transportation, meal allowances as well as the previously dedicated cost-of-living and chalk premiums has been capped at 25% of the employee's gross salary

### **II. Lump-sum Payment on salaries**

Remunerations paid to physically disabled persons are now exempt from the lump sum payment on salaries

### **III. Apprenticeship Tax**

The scope of the Apprenticeship Tax has been expanded from 10 employees to companies with less than 30 employees

The scope of the exemptions has also been extended to all compensation paid to physically disabled persons, as well as allowances paid to trainees whose internship does not exceed twelve (12) months and up to a limit of 1,200,000 GNF.

The rate of the Apprenticeship Tax has been reduced from 3% to 2%. The tax can only be collected if its annual amount is higher than 30,000 GNF (i.e. 2,500 GNF per month).

The filing date of the Apprenticeship Tax has also been changed: although in practice it was filed before the 15th

chaque mois (malgré que le code prévoyait une déclaration annuelle) celle-ci doit désormais être faite le 15 février et non plus le 15 avril.

#### IV. Impôt Minimum Forfaitaire

Les planchers et plafonds du chiffre d'affaires servant de base au calcul de l'IMF, dont le taux a été fixé à 0,5% au lieu de 3% sont désormais de :

- 10 000 000 GNF et 100 000 000 GNF pour les moyennes entreprises
- 40 000 000 et 500 000 000 pour les grandes entreprises

#### V. Impôt sur les sociétés (IS)

- Modification des règles de déductibilité applicables à certaines charges.

Désormais, le déficit d'un exercice est déductible du bénéfice de l'exercice suivant dans la limite de 70% du bénéfice imposable de cet exercice, mais la part de déficit non déductible en application de cette limite est reportable sans limitation de durée, dans la même limite de 70%.

Les dons, pourboires et libéralités sont par ailleurs déductibles à hauteur de 1,5 ‰, contre 1 ‰ précédemment.

En outre, les charges entre entreprises liées sont désormais déductibles à hauteur de :

- 2% du chiffre d'affaire hors taxes, pour les redevances relatives à l'utilisation d'une marque, d'un nom commercial ou d'un droit analogue
  - 5% du montant cumulé hors taxes des achats effectués, pour les commissions versées à un intermédiaire
  - 5% du coût d'achat hors taxe pour la centrale, pour les achats effectués auprès d'une centrale d'achat ou d'une entreprise exerçant une fonction similaire
  - 10% des autres charges d'exploitation, pour les frais d'assistance technique et de gestion, tels que les services d'assistance comptable, financière, juridique ou des frais d'étude et assimilé
  - 10% du chiffre d'affaires, pour les frais généraux de siège
- Modifications de certaines règles d'amortissement des actifs

Les acquisitions de matériels, outillages et mobiliers de bureau d'une valeur unitaire inférieure à 5 000 000 GNF peuvent désormais être comptabilisées en charge, tandis que l'ancien plafond à cet égard était de 100 000 GNF.

of each month (even though the code provided for an annual filing), it shall now be made on February 15<sup>th</sup> instead of April 15<sup>th</sup>.

#### IV. Minimum Corporate Tax

The thresholds and ceilings of the turnover used as a basis for calculating the Minimum Corporate Tax, of which the rate is now fixed at 0,5% instead of 3% are now:

- GNF 10,000,000 and GNF 100,000,000 for medium-sized companies
- 40,000,000 and 500,000,000 for large companies

#### V. Corporate Income Tax

- Change in the deductibility rules applicable to some expenses.

The deficit of a fiscal year is deductible from the profit of the following fiscal year to the extent of 70% of the taxable profit of this fiscal year. However, the part of the deficit that is not deductible in application of this limit can be carried forward without any time limit, to the same extent of 70%.

Moreover, donations, tips and gifts are deductible up to 1.5 ‰, compared to 1 ‰ previously.

In addition, expenses between related companies are now deductible up to:

- 2% of the turnover excluding tax, for royalties relating to the use of a trademark, trade name or similar right
  - 5% of the cumulative amount of purchases made, excluding tax, for commissions paid to an intermediary
  - 5% of the purchase cost, excluding tax, for the central office, for purchases made from a central purchasing office or an enterprise performing a similar function
  - 10% of other operating expenses, for technical and management assistance costs, such as accounting, financial and legal assistance services, or research and similar costs
  - 10% of the turnover, for the general costs of the registered office
- Changes in some asset depreciation rules

Purchases of office equipment, tools and furniture with a unit value of less than GNF 5,000,000 can now be expensed, whereas the former ceiling was GNF 100,000.

Les amortissements des véhicules immatriculés dans la catégorie des véhicules particuliers sont exclus des charges déductibles à raison de la fraction de leur prix d'acquisition qui dépasse 100 000 000 GNF, contre 20 000 000 GNF auparavant.

Les amortissements ne pouvant pas être déduits au cours d'un mois, en raison d'un résultat déficitaire, ne sont plus reportables. Les amortissements réputés différés sont ainsi supprimés.

Le tableau des amortissements fiscalement admis en déduction a été mis à jour avec l'introduction de deux (2) nouvelles catégories d'immobilisation admise en déduction : les plantations agricoles, amortissables au taux de 5% sur une période de 20 ans et les actifs biologiques (animaux de trait, producteurs, de garde), amortissables au taux de 10% sur une période de 10 ans.

- Nouvelles obligations

Les sociétés soumises à l'IS sont désormais tenues de joindre à la liasse fiscale, les informations relatives aux paiements effectués au profit des tiers (identification, NIF, période, montant, nature de l'opération, montant de la retenue à la source).

## **VI. Impôt sur les Revenus de Capitaux Mobiliers (IRCM)**

Le taux de la retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers est passé de 10% à 15% du montant brut des revenus distribués, dont les produits d'action et parts sociales (i.e dividendes) et les produits de placement à revenus fixes (i.e intérêts).

## **VII. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)**

Aux termes du nouveau Code, le seuil d'assujettissement à la TVA est passé de 500 000 000 GNF à 1 000 000 000 GNF de chiffre d'affaires par an.

La notion de livraison à soi-même a été clarifiée, de même que les règles de territorialité pour les prestations de service. Une prestation de service est ainsi en principe imposable en Guinée lorsque le preneur du service y est situé, qu'il soit assujéti ou non. Des exceptions sont toutefois prévues, notamment s'agissant des prestations de télécommunications. De même, les prestations de services se rattachant à un immeuble sont imposables en Guinée si le bien y est situé, les locations de moyens de transport sont imposées en Guinée si ces derniers sont mis à disposition du preneur en Guinée et les livraisons de gaz, d'électricité, de chaleur, de froid ou de biens similaires sont imposées en Guinée si les services y afférents y sont consommés ou à défaut, si l'acquéreur y dispose d'un siège de direction effective ou d'un établissement stable.

Le champ des exonérations de la TVA a également été étendu.

Depreciation of vehicles registered in the private vehicle category is excluded from deductible expenses for the portion of their acquisition price that exceeds GNF 100,000,000, compared to GNF 20,000,000 previously.

Depreciation that cannot be deducted in a month because of a loss is no longer carried forward. Deferred depreciation is thus cancelled.

The table of depreciation allowed as a deduction for tax purposes has been updated with the introduction of two (2) new categories of fixed assets allowed in deduction: agricultural plantations, depreciable at a rate of 5% over a period of 20 years and biological assets (draught animals, producers, guards), depreciable at a rate of 10% over a period of 10 years.

- New obligations

Companies subject to corporate income tax are now required to include in the tax return, information relating to payments made to third parties (identification, NIF, period, amount, nature of the transaction, amount of withholding tax).

## **VI. Capital Gain Tax**

The rate of withholding tax on income from movable assets has been increased from 10% to 15% of the gross amount of distributed income, including income from shares (i.e. dividends) and income from fixed income investments (i.e. interest).

## **VII. Value Added Tax (VAT)**

Under the new Code, the VAT threshold liability has been raised from GNF 500,000,000 to GNF 1,000,000,000 of annual turnover.

The self-supply concept has been specified along with the territoriality rules for the provision of services. Thus, a supply of services is basically taxable in Guinea when the service recipient is located there, whether he is a taxable person or not. However, exceptions are provided for, in particular regarding the supply of telecommunications services. Similarly, the supply of services relating to real estate is taxable in Guinea if the property is located there. Transport leases are taxable in Guinea if they are made available to the lessee. The supply of gas, electricity, heat, refrigeration or similar goods is taxable in Guinea if the related services are consumed there or, alternatively, if the purchaser hold an effective management or a permanent establishment there.

The scope of VAT exemptions has also been extended.

Les règles de gestion et de stockage des factures ont de plus été modifiées : les mentions obligatoires devant figurer sur les factures (notamment la mention « retenue de 50% de la TVA » pour les opérations soumises à cette retenue) ainsi que les sanctions y afférentes ont été clarifiées, la durée minimale de stockage des factures (10 ans) a été précisée et l'obligation de déclarer le lieu de stockage des factures a été instituée (déclaration nécessaire en cas de changement de lieu).

Les obligations du représentant fiscal à la TVA ont par ailleurs été clarifiées : celui-ci doit être désigné par un mandat écrit et il doit être à jour de ses obligations fiscales. Il doit établir des factures au nom et pour le compte de l'assujetti représenté et préciser sur les factures qu'il agit bien comme représentant. Il doit également accomplir toutes formalités fiscales incombant à l'assujetti auprès du service dont il relève. A titre de rappel, ce représentant est solidairement responsable avec l'assujetti du paiement de la TVA.

En outre, tout crédit de TVA constaté par l'assujetti pendant 12 mois consécutifs sur ses déclarations et dont ce dernier n'aurait pas demandé le remboursement est désormais annulé de plein droit et ne peut donner lieu à une restitution ou imputation.

Enfin, les conditions dans lesquelles l'autoliquidation est applicable sont clarifiées, notamment lorsqu'il s'agit de livraisons de biens ou de service imposables en Guinée et effectuées par un assujetti non établi en Guinée. Il est précisé que le redevable de la TVA sur les opérations d'importation est la personne désignée comme destinataire sur la déclaration d'importation (le cas échéant, la personne qui a procédé à l'importation).

### **VIII. Taxe sur les Activités Financières (TAF)**

La base d'imposition de la TAF a été clarifié : Celle-ci inclut toutes les autres taxes, à l'exception de la TAF.

La TAF doit être payée sur une base mensuelle, entre le 1er et le 15 du mois qui suit soit l'encaissement des intérêts, commissions ou autres rémunérations, soit l'inscription de ces montants au crédit du redevable.

### **IX. Retenue à la source sur les Revenus Non Salariaux (RNS)**

#### **• Champ d'application de la RNS**

Les prestations de services accessoires à une livraison de bien sont hors du champ d'application de la RNS.

En outre, les notions de prestations matériellement fournies ou effectivement utilisées en Guinée, auparavant utilisées aux fins d'application de la RNS aux prestations de services, telles que définies en matière de TVA, sont supprimées.

Rules for the management and storage of invoices have also been amended: the compulsory information to be included on invoices (in particular the mention "50% VAT withholding" for transactions subject to this withholding) as well as the related penalties have been specified. The minimum storage period for invoices (10 years) has been specified and the obligation to declare the invoice storage location has been introduced (declaration required in case of the change of location)

The requirements of the VAT fiscal representative have also been specified: he shall be appointed by a written mandate and shall be up to date with his tax duties. He shall issue invoices in name and on behalf of the represented taxable person and specify on the invoices that he acts as a representative. He shall also carry out all tax formalities required to the taxable person by the department to which he belongs. As a reminder, this representative is jointly and severally liable with the taxable person for the payment of the VAT.

In addition, any VAT credit recorded by the taxable person during 12 consecutive months on his filings and for which he has not requested reimbursement is now automatically cancelled and cannot be reclaimed or charged.

Finally, the conditions under which the reverse charge is applicable have been specified, in particular for supplies of goods or services that are taxable in Guinea and made by a taxable person not established in Guinea. It is specified that the person liable for the VAT on import transactions is the person designated as the recipient on the import declaration (where applicable, the person who carried out the import).

### **VIII. Tax on Financial Activities**

The tax base for the Tax on Financial Activities has been specified: This includes all other taxes except the Tax on Financial Activities itself.

The Tax on Financial Activities shall be paid on a monthly basis, between the 1st and the 15th of the month following either the receipt of the interest, commissions or other remuneration or the crediting of these amounts to the taxpayer.

### **IX. Withholding tax on Non-Wage Income**

#### **• Scope of the Non-Wage Income**

Ancillary supply of goods and services are not covered by scope of the Non-Wage Income.

In addition, the concepts of services physically provided or used in Guinea, as previously used for the VAT application of the Non-Wage Income to supplies of services, are deleted.

- Territorialité

Désormais les règles de territorialité applicables en matière de TVA s'appliquent aussi à la RNS.

## X. Contribution Foncière Unique (CFU)

- Clarification de la notion de propriété bâtie

La notion de propriété bâtie a été clarifiée, avec l'addition des éléments, matériels ou machines ne pouvant être déplacés sans la destruction ou modification de la construction, ainsi que les panneaux-réclame, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, fixés au sol ou sur des bâtiments.

- Clarification concernant la retenue à la source sur les loyers (personne agissant à titre privé)

Les personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés doivent procéder à la retenue à la source de la CFU dès lors qu'elles versent un loyer à une personne agissant à titre privé (et non plus à titre « particulier »). Cette obligation a également été mise à la charge des intermédiaires, tels que les agences immobilières, syndics d'immeubles, gérants de biens et sociétés civiles immobilières qui reversent au propriétaire des locaux ou immeubles loués le montant du loyer perçu pour son compte, lorsque le propriétaire agit à titre privé.

Est considérée comme « agissant à titre privé » toute personne physique ou morale qui n'a pas inscrit à l'actif de son entreprise la propriété foncière bâtie ou non-bâtie donnée en location.

## XI. Contribution des patentes

La base d'imposition à la patente est désormais déterminée en fonction du chiffre d'affaires de l'année précédente et non plus en fonction de la catégorie d'activités.

Les tarifs et planchers des classes relatives à la patente ont en outre été modifiés comme suit :

- 1ere classe (patentables dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 10 000 000 000 GNF) : droit fixe de 10 000 000 GNF et droit proportionnel de 15%
- 2eme classe (patentables dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 5 000 000 000 GNF mais inférieur à 10 000 000 000 GNF) : droit fixe de 5 000 000 GNF et droit proportionnel de 15%
- 3eme classe (patentables dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 3 000 000 000 GNF mais inférieur à 5 000 000 000 GNF) : droit fixe de 3 000 000 GNF et droit proportionnel de 15%
- 4eme classe (patentables dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 800 000 000 GNF mais inférieur à

- Territoriality

The VAT territoriality rules now also apply to the Non-Wage Income.

## X. Property Tax

- Clarification of the concept of built property

The notion of built property has been clarified, by adding elements, materials or machines that cannot be moved without destroying or modifying the structure, as well as billboards, or special portable signs, fitted on the ground or on buildings.

- Clarification regarding withholding tax on rent (private person)

Legal entities subject to corporate income tax are required to withhold the Property Tax when paying rent to an individual, acting in a private capacity (and no longer as a "individual"). This obligation has also been imposed on intermediaries, such as real estate agencies, real estate trustees, property managers and non-trading real estate companies, who pay to the owner of the rented premises or buildings the amount of rent collected on his behalf, when the owner is acting in a private capacity.

Any individual or legal entity that has not included the leased built or unbuilt property in the assets of its business is "acting in a private capacity".

## XI. Business License Tax

The basis for the Business License Tax is no longer determined according to the category of activities but according to the turnover of the previous year.

The tariff and minimum rates of the classes related to the patent have also been modified as follows:

- 1st class (patent holders whose turnover is greater than or equal to 10,000,000,000 GNF): fixed duty of 10,000,000 GNF and proportional duty of 15%.
- 2nd class (patent holders whose turnover is greater than or equal to 5,000,000,000 GNF but less than 10,000,000,000 GNF): fixed duty of 5,000,000 GNF and proportional duty of 15%.
- 3rd class (patent holders whose turnover is greater than or equal to 3,000,000,000 GNF but less than 5,000,000,000 GNF): fixed duty of 3,000,000 GNF and proportional duty of 15%.
- 4th class (patent holders whose turnover is greater than or equal to 800,000,000 GNF but less than

3 000 000 000 GNF) : droit fixe de 2 000 000 GNF et droit proportionnel de 15%

- 5eme classe (patentables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 000 000 000 GNF) : hors champ

Les éléments, matériels ou machines attachés à demeure dans les constructions fixées au sol à perpétuelle demeure et qui ne peuvent être déplacés sans destruction ou modification de la construction, ainsi que ceux reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec ces constructions sont désormais exclus de la base du droit proportionnel.

Par ailleurs, la date limite de paiement n'est plus le 15 janvier mais le 15 février, de chaque année.

- Clarification concernant la patente proportionnelle sur les marchés publics.

Aux termes des nouvelles dispositions du CGI, cette taxe est due sur les « marchés publics ».

On entend par marché public, tout contrat écrit, conclu à titre onéreux, passé conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics, par lequel un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services s'engage envers une autorité contractante.

Les taux sont fixés comme suit : 5% sur les montants hors TVA pour les travaux publics ou de génie civil et 1% sur le montant hors TVA pour les autres marchés publics.

## **XII. Droits d'enregistrement et de timbre**

La liste des actes devant faire l'objet d'un enregistrement est précisée : l'obligation d'enregistrer tous contrats privés d'achat de biens et de services, telle qu'instituée par la Loi de Finances pour l'année 2017, est supprimée.

Les déclarations d'existence des sociétés sont en outre exonérés de la formalité d'enregistrement.

Certains taux de droits d'enregistrement ont été révisés, notamment celui applicable aux actes de cession d'actions, qui passe de 10% à 5%.

## **XIII. Les procédures fiscales**

Enfin, le nouveau code a également clarifié la mise en œuvre de certaines procédures fiscales et introduit de nouvelles procédures visant à mieux contrôler l'assiette, le recouvrement et le contentieux de l'impôt :

- Droit d'enquête pour manquement aux règles de facturation (TVA) (Articles 1077 à 1083)  
Il s'agit d'une procédure d'enquête administrative faite par un agent de l'administration fiscale afin d'identifier tout manquement aux règles de facturation auxquelles sont soumis les contribuables assujettis à la TVA. L'enquête peut être initiée soit par intervention

3,000,000,000 GNF): fixed duty of 2,000,000 GNF and proportional duty of 15%.

- 5th class (patent holders whose turnover is less than 1,000,000,000 GNF): excluded.

Elements, equipment, or machinery permanently fixed by means of permanent attachments and which cannot be moved without destroying or modifying the construction, as well as those supported by special foundations incorporated into the construction, are now excluded from the basis of the proportional law.

In addition, the deadline for payment has been changed from January 15<sup>th</sup> to February 15<sup>th</sup> every year.

- Clarification of the proportional tax on public contracts.

A public procurement contract is any written contract, concluded for consideration, awarded in accordance with the provisions of the Public Procurement Code, by which a contractor, supplier, or service provider is committed to a contracting authority.

The rates are set as follows: 5% on the amounts excluding VAT for public works or civil engineering and 1% on the amount excluding VAT for other public contracts.

## **XII. Registration fees and stamp duties**

The list of acts that shall be registered is specified: the obligation to register all private contracts for the provision of goods and services, as instituted by the Finance Law for the year 2017, is removed.

The declarations of company existence are also exempt from the registration formality.

Some registration fees have been revised, in particular the rate applicable to share transfers, which has been reduced from 10% to 5%.

## **XIII. Tax Audit Procedures**

In addition, the new code has specified the implementation of some tax audit procedures and introduced new procedures to better control the tax base, its collection and litigation:

- The right of Investigation related to the violation of invoicing rules (VAT) (Articles 1077 to 1083)  
This is an administrative tax audit procedure carried out by an agent of the tax authorities in order to identify any breach of the invoicing rules to which VAT taxpayers are subject. The investigation can be initiated either by unannounced

inopinée soit par audition sur convocation dans les locaux de l'administration fiscale.

- Droit de visite et de saisie pour la recherche d'infractions en matière d'impôts directs ou de TVA (Articles 1084 à 1090)

Cette nouvelle mesure permet à l'administration fiscale de rechercher en tous lieux, même privés, la preuve d'agissements frauduleux lorsqu'il existe des présomptions permettant de suspecter qu'un contribuable se soustrait à l'établissement ou au paiement d'impôts directs ou de la TVA.

- Droit de contrôle des droits d'accises (Article 1090)  
L'administration fiscale peut désormais exercer un droit de contrôle spécifique sur les produits soumis aux droits d'accises entreposés dans l'usine d'un fabricant.
- Procédure de flagrance fiscale (Article 1091), qui permet à l'administration de dresser un procès-verbal des faits frauduleux qu'elle a été amenée à constater.
- Procédure d'examen contradictoire de la situation personnelle (Articles 1099 à 1103)  
Cet examen consiste à vérifier la cohérence entre, d'une part, les revenus déclarés par les personnes physiques ou qui ont fait l'objet d'une retenue à la source et, d'autre part, la situation financière et le mode de vie des contribuables.
- Possibilité d'un contrôle des documents comptables sous format dématérialisé (Articles 1115 à 1120)
- Procédure de rectification contradictoire (Articles 1132 à 1135)  
Le nouveau code rapporte des clarifications sur la procédure de rectification des bases d'imposition, en précisant notamment que celle-ci doit être appliquée chaque fois que les autorités fiscales veulent rectifier les déclarations faites par les contribuables. Elle n'est pas applicable en cas d'imposition d'office. Cette procédure vient remplacer la notification de redressement ou de non-redressement prévue par l'ancien code dans le cadre des contrôles fiscaux.
- Introduction d'une procédure d'abus de droit fiscal (Articles 1145 à 1148)  
La procédure d'abus de droit fiscal permet à l'administration fiscale d'exclure, comme ne lui étant pas opposables, les actes constitutifs d'un abus de droit afin de rétablir leur caractère véritable. Dans ce cas, l'administration fiscale a le droit de requalifier l'opération concernée.
- Instauration de pénalités communes (Articles 1170 à 1182)  
Le nouveau code prévoit un intérêt de retard commun à toutes les créances de nature fiscale, qui n'ont pas été acquittées dans leurs délais légaux, fixé à 1,5% par mois

intervention or by interview in the premises of tax authorities.

- The right of visit and seizure for the investigation of VAT or direct tax violations (Articles 1084 to 1090)

This new provision allows the tax authorities to investigate in any place, whether private or not, the evidence of fraudulent acts when a taxpayer is allegedly evading the assessment or payment of direct taxes or VAT.

- Right of Control of excise duties (Article 1090)  
The tax authorities can now conduct a specific inspection of products subject to excise duties stored in a manufacturer's factory.
- Tax flagrance procedure (Article 1091), which allows the tax administration to draw up a report of the fraudulent acts that it has been led to observe.
- Examination of the personal tax situation (Articles 1099 to 1103)  
This examination consists of ensuring that the income declared by the individuals or withheld at source is consistent with the taxpayer's financial situation and lifestyle.
- Possibility of an examination of accounting documents in dematerialized format (Articles 1115 to 1120)
- Contradictory rectification procedure (Articles 1132 to 1135)  
The new code specifies that the procedure for the rectification of tax bases shall be applied whenever the tax authorities want to adjust taxpayers' filings. The procedure is not applicable in the case of ex officio taxation. It replaces the notification of adjustment or non-adjustment provided for in the old code in the terms of tax audits.
- Introduction of procedure on tax abuse (Articles 1145 to 1148)  
The procedure on tax abuse allows the tax authorities to exclude, as not opposable to it, the acts that constitute an abuse of tax law to establish their veracity. In this case, the tax authorities can reclassify the relevant transaction.
- Establishment of common penalties (Articles 1170 to 1182)  
The new code provides for a late payment interest rate common to all tax debts that have not been paid within the legal deadline, set at 1.5% per month or fraction of a month. In addition, failure to

ou fraction de mois. En outre, désormais, l'insuffisance de déclaration entraîne une majoration de 40% en cas de manquement délibéré et de 80% en cas d'abus de droit. Le défaut ou le retard de déclaration entraîne une majoration de 10%. Tout retard ou défaut de paiement de l'impôt entraîne une pénalité de 10% pour les impôts indirects et de 5% pour les impôts directs.

- Renforcement des garanties du contribuable, notamment contre les changements de doctrine (consécration de la procédure de rescrit fiscal et instauration imputation en cascade – supplément TVA sur impôt sur les bénéfiques) – Articles 1167 à 1169).

#### **XIV. Autres dispositions**

L'obligation de certification des comptes par un expert-comptable agréé a été supprimée et remplacée par l'obligation de joindre, aux états financiers de synthèse, les observations et conclusions des experts et commissaires aux comptes.

En outre, les personnes physiques exerçant des activités en Guinée ou y possédant des biens sans y avoir leur domicile fiscal doivent désormais désigner, dans un délai de trente (30) jours à compter du commencement de leur activité, un représentant fiscal en Guinée autorisé à recevoir les communications relatives à l'assiette, au recouvrement et au contentieux de l'impôt.

**Les équipes de PwC se tiennent à votre entière disposition pour tout complément d'information.**

file a tax return will result in a surcharge of 40% in the case of deliberate failure to file and 80% in the case of law abuse. Failure or delay in filing a tax return will result in a 10% surcharge. Any delay or failure to pay tax will result in a penalty of 10% for indirect taxes and 5% for direct taxes.

- Reinforcement of taxpayer guarantees and rights, in particular against changes in administrative doctrine (formalization of the tax ruling procedure and establishment of cascading offsetting – VAT against corporate tax) – Articles 1167 to 1169.

#### **XIV. Other provisions**

The obligation to have the financial statements certified by a certified chartered accountant has been abolished and replaced by the obligation to attach to the summary financial statements the observations and conclusions of the experts and auditors.

In addition, individuals carrying out activities in Guinea or owning property in that country without tax domiciliation shall now appoint, within thirty (30) days from the beginning of their activity, a tax representative in Guinea authorized to receive communications relating to the assessment, collection, and litigation of taxes.

**PwC team remains at your disposal for any further information.**

[www.pwc.com](http://www.pwc.com)

## Vos contacts

### **Mohamed Lahlou**

Associé, PIC

T: +224 664 00 00 17

M: +224 664 00 00 37

[mohamed.lahlou@pwc.com](mailto:mohamed.lahlou@pwc.com)

### **Dominique Taty**

Associé

T: +225 27 22 55 84 60/00

M: +225 07 07 07 75 88

[d.taty@pwc.com](mailto:d.taty@pwc.com)

### **Paul Tchagna**

Directeur TLS

T: +224 664 00 00 17

M: +224 664 00 00 31

[paul.tchagna@pwc.com](mailto:paul.tchagna@pwc.com)



### **PricewaterhouseCoopers Conseil**

Téléphone bureau: 00 224 664 00 00 17

Immeuble FAWAZ, n° 623, 3ème étage

Route du Niger, (face Marché Niger)

BP 478 Conakry - République de Guinée

This publication has been prepared for general guidance on matters of interest only and does not constitute professional advice. You should not act upon the information contained in this publication without obtaining specific professional advice. No representation or warranty (express or implied) is given as to the accuracy or completeness of the information contained in this publication, and, to the extent permitted by law, PricewaterhouseCoopers does not accept or assume any liability, responsibility, or duty of care for any consequences of you or anyone else acting, or refraining to act, in reliance on the information contained in this publication or for any decision based on it.

© 2022 PwC. All rights reserved. Not for further distribution without the permission of PwC. "PwC" refers to the network of member firms of PricewaterhouseCoopers International Limited (PwCIL), or, as the context requires, individual member firms of the PwC network. Each member firm is a separate legal entity and does not act as agent of PwCIL or any other member firm. PwCIL does not provide any services to clients. PwCIL is not responsible or liable for the acts or omissions of any of its member firms nor can it control the exercise of their professional judgment or bind them in any way. No member firm is responsible or liable for the acts or omissions of any other member firm nor can it control the exercise of another member firm's professional judgment or bind another member firm or PwCIL in any way.